

quinzaine de jours: "Les nations de l'univers seront forcées de faire cause commune et de consentir des sacrifices dans une mesure qu'on commence seulement à reconnaître et qui, jusqu'à présent, n'a certainement pas été généralement acceptée"

Nous connaissons tous trop bien les données de la situation actuelle qui motivent cette évaluation des exigences futures: le mouvement insuffisant des ressources en regard des besoins, le problème du service de la dette et les difficultés d'accroître et de varier les exportations des pays en voie de développement vers les marchés du monde. Voilà, Monsieur le Président, la sombre réalité à laquelle nous faisons face.

En même temps, je suis encouragé par les progrès réalisés, grâce à la discussion internationale de ces problèmes, vers une meilleure compréhension des données fondamentales du processus de développement. Plus précisément, je crois que nous sommes maintenant en mesure d'évaluer plus exactement que jadis le caractère essentiel des problèmes qui se posent devant les pays en voie de développement et qui doivent être surmontés. Nous pouvons aussi mieux évaluer l'étendue des domaines où des efforts nationaux et internationaux de collaboration sont requis pour que ces pays en voie de développement en arrivent au stade d'expansion dynamique et soutenue par elle-même. Cette perception plus profonde et plus complète des complexités du développement seront très utiles à la Commission en lui permettant d'aider à fixer notre voie future. Pour résumer en une phrase ce que je considère comme la leçon de nos activités jusqu'ici, je dirai que la collectivité internationale a compris plus clairement que jamais auparavant, que le développement est une entreprise de collaboration. Transposé au domaine de l'assistance, cela veut dire que les pays donateurs doivent faire des efforts plus grands et plus déterminés pour augmenter le volume et améliorer les conditions de l'assistance qu'ils donnent. Cela veut dire aussi que les pays bénéficiaires doivent faire plus pour s'assurer que ces ressources humaines et financières limitées sont utilisées au maximum de leur efficacité. Récemment, à la 4ème session du Conseil du Commerce et du Développement, on a porté beaucoup d'attention à cette question, plus précisément aux problèmes que rencontrent les économies moins développées en cherchant à traiter des conséquences de l'introduction de la technologie moderne. Le Docteur Prebisch dans un discours indiscutable au Conseil a souligné que l'assimilation efficace des connaissances technologiques érige dans bien des cas des mesures plutôt draconiennes de réforme économique et sociale. Les obstacles que les régimes désuets de propriété terrienne représentent pour l'utilisation de techniques modernes dans l'augmentation de la productivité agricole illustrent un domaine où l'intervention des pays en voie de développement pourrait être un outil essentiel au progrès.